



BIARRITZ

N° 2025-01/04

VILLE DE BIARRITZ
DÉPARTEMENT DES PYRÉNÉES-ATLANTIQUES
Arrondissement de BAYONNE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance ordinaire du 27 janvier 2025

L'an deux mille vingt-cinq, le vingt-sept janvier, le Conseil Municipal de la Ville de Biarritz, régulièrement convoqué, est réuni à la Mairie de Biarritz, sous la présidence de Madame Maider AROSTEGUY, Maire.

SECRÉTAIRE DE SÉANCE : M. Raphaël LEFORESTIER

PRÉSENTS : Mme Maider AROSTEGUY (Maire), Mme Martine VALS (questions n°1 à 15 et à partir de la question n°20), M. Edouard CHAZOUILLERES, Mme Anne PINATEL, M. Richard TARDITS, Mme Maud CASCINO (questions n°1 à 15 et à partir de la question n°20), M. Fabrice-Sébastien BACH, Mme Patricia POURVAHAB, M. Michel LABORDE, Mme Stéphanie GRAVÉ (à partir de la question n°6), M. Mathieu KAYSER, Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS (questions n°1 à 24), M. Xavier DELANNE (questions n°1 à 16 et à partir de la question n°21), (Adjoint au Maire), Mme Géraldine VERGET (questions n°1 à 14, questions n°17 à 24), M. Eric QUATRE VIEUX (questions n°1 à 20 et à partir de la question n°23), Mme Elena BIDEgain (à partir de la question n°14), M. Gérard COURCELLES, M. Sébastien MENARD, Mme Christelle RODET, Mme Françoise FORSANS, Mme Muriel DUBOIS-VIZIOZ, M. Didier BARBERTEGUY, M. Raphaël LEFORESTIER, M. François HAURET, M. Guillaume BARUCQ (questions n°1 à 7 et à partir de la question n°10), Mme Lysiann BRAO, M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE (questions 6 à 14 et à partir de la question n°16), Mme Corine MARTINEAU (questions n°1 à 14 et à partir de la question n°17), M. Brice MORIN, Mme Nathalie MOTSCH (à partir de la question n°10), M. Sébastien CARRERE, M. Patrick DESTIZON, (Conseillers Municipaux).

ABSENTS ET ABSENTS REPRÉSENTÉS PAR POUVOIR : M. Adrien BOUDOUSSE (procuration à Mme VALS), Mme Martine VALS (questions n°16 à 19), Mme Maud CASCINO (questions n°16 à 19), Mme Stéphanie GRAVÉ (questions n°1 à 5, procuration à Mme CASCINO), Mme Anne-Cécile DURAND-PURVIS (questions n°25, 26 procuration à M. KAYSER), M. Xavier DELANNE (questions n°17 à 20), Mme Géraldine VERGET (questions n°15 à 16, questions n°25 et 26, procuration à M. QUATRE VIEUX), Mme Valérie SUDAROVICH (procuration à M. Edouard CHAZOUILLERES), M. Eric QUATRE VIEUX (questions n°21 et 22), Mme Elena BIDEgain (questions n°1 à 13, procuration à Mme PINATEL), M. Louis BODIN (procuration à Mme AROSTEGUY), M. Guillaume BARUCQ (questions n°8 et 9), M. Jean-Baptiste DUSSAUSOIS-LARRALDE (questions n°1 à 5 et question n°15), Mme Corine MARTINEAU (questions n°15 et 16), Mme Nathalie MOTSCH (questions n°1 à 9, procuration à Mme MARTINEAU).

Régime indemnitaire de la filière police

Madame Anne PINATEL présente le rapport suivant :

Mes chers collègues,

Par délibération du 16 décembre 2024, le conseil municipal de la Ville de Biarritz approuvait l'application du nouveau régime indemnitaire de la Filière Police à compter du 1^{er} janvier 2025.

Compte-tenu que les taux mentionnés par la délibération étaient une base dans l'attente d'une proposition d'organisation du temps de travail des agents de la police municipale,
Compte-tenu des discussions engagées dans le cadre du dialogue social,

Il est proposé au Conseil Municipal de retirer la délibération du 16 décembre 2024 et de la remplacer par la suivante :

Vu le Code général de la fonction publique,

Vu le Code Général de la Fonction Publique et notamment son article L 714-13,

Vu le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 relatif au régime indemnitaire des fonctionnaires relevant des cadres d'emplois de la police municipale et des fonctionnaires relevant du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu le décret n°2006-1392 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des directeurs de police municipale,

Vu le décret n° 2011-444 du 21 avril 2011 portant statut particulier du cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,

Vu le décret n°2006-1391 du 17 novembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des agents de police municipale,

Vu le décret n°94-731 du 24 août 1994 portant statut particulier du cadre d'emplois des gardes champêtres,

Vu l'avis du Comité Social Territorial (CST) en date du 4 décembre 2024,

Considérant que le décret n°2024-614 du 26 juin 2024 susvisé institue un nouveau régime indemnitaire au bénéfice des agents relevant de la filière police municipale en remplacement de celui existant,

Considérant qu'il appartient à l'Assemblée délibérante de définir le cadre général et les conditions d'attribution de ce régime indemnitaire pour les cadres d'emplois concernés,

Composée d'une part fixe et d'une part variable, l'ISFE s'adresse désormais à l'ensemble des fonctionnaires des cadres d'emplois de la filière de police municipale. Ce décret remplace le précédent régime indemnitaire.

La mise en place de ce dispositif indemnitaire nécessite ainsi :

- d'en définir les bénéficiaires,
- de déterminer, pour chaque part, le taux et le plafond,
- d'en préciser les conditions d'attribution et de versement (périodicité, maintien en cas d'absence, etc...),
- de préciser la date d'effet.

ARTICLE 1 : BÉNÉFICIAIRES :

Une indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE) est versée aux fonctionnaires titulaires et stagiaires relevant de la filière de police municipale selon les modalités précisées aux articles 2 et suivants.

Elle s'adresse aux fonctionnaires des cadres d'emplois suivants :

- Cadre d'emplois des directeurs de police municipale,
- Cadre d'emplois des chefs de service de police municipale,
- Cadre d'emplois des agents de police municipale,
- Cadre d'emplois des gardes champêtres.

ARTICLE 2 : MODALITÉS ET CONDITIONS D'ATTRIBUTION

L'ISFE est constituée d'une part fixe et d'une part variable, déterminées dans les conditions suivantes :

- La part fixe de l'ISFE est calculée en appliquant au montant du traitement soumis à retenue pour pension un taux individuel,

- La part variable de l'ISFE est fixée dans la limite de montants réglementaires.

Il est ainsi fixé les taux et montants comme suit :

CADRES D'EMPLOIS	Part fixe maximale prévue par le décret	Part fixe ISFE individualisée proposée	Part variable Maximale prévue par le décret	Part Variable proposée
Directeur de Police Municipale	33%	33%	9 500 €	9 500 €
Chefs de service de police municipale	32%	32%	7 000€	7 000€
Agents de police municipale	30%	30%	5 000€	5 000€
- Chef de Brigade jour et nuit		30 %		
- Agent de Jour et Nuit				
Gardes champêtres	30%	30 %	5 000€	5 000 €

Ces montants inscrits correspondent aux montants plafonds applicables à un agent à temps complet.

La part variable de l'ISFE tient compte de l'engagement professionnel et de la manière de servir appréciés selon les critères suivants :

- les résultats professionnels obtenus par l'agent et la réalisation des objectifs
- les compétences professionnelles et techniques ;
- les qualités relationnelles ;
- la capacité d'encadrement ou d'expertise ou, éventuellement à exercer des fonctions d'un niveau supérieur

L'appréciation de l'engagement professionnel et de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. La part variable étant déterminée par la manière de servir de l'agent, elle n'est pas reconductible automatiquement d'une année sur l'autre.

Les critères sus-énumérés se traduiront dans le montant déterminé individuellement par voie d'arrêté pris par l'autorité territoriale.

L'SFE est exclusive de toutes autres primes et indemnités liées aux fonctions et à la manière de servir à l'exception :

- Des indemnités horaires pour travaux supplémentaires attribuées dans les conditions fixées par le décret du 14 janvier 2002 susvisé ;
- Des primes et indemnités compensant le travail de nuit, le dimanche ou les jours fériés ainsi que les astreintes et le dépassement régulier du cycle de travail tel que défini par le décret du 12 juillet 2001 susvisé.

ARTICLE 3 : MODALITÉS ET CONDITIONS DE VERSEMENT

La part fixe de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement est versée mensuellement.

La part variable de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement sera versée mensuellement (*dans la limite de 50 % du plafond*).

Elle peut être complétée d'un versement annuel, sans que la somme des versements ne dépasse ce même plafond.

ARTICLE 4 : DISPOSITIF DE SAUVEGARDE (ARTICLE 7 DU DECRET n°2024-614) :

Lors de la première application de l'ISFE, si, après application des deux parts, le montant indemnitaire mensuel perçu par le fonctionnaire est inférieur à celui perçu au titre du régime indemnitaire antérieur, à l'exclusion de tout versement à caractère exceptionnel, ce montant précédemment perçu sera conservé, à titre individuel et au titre de la part variable, au-delà du pourcentage et toujours dans la limite du plafond prévu au décret.

L'attribution individuelle de l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement fera l'objet de deux arrêtés individuels (un pour la part fixe et un pour la part variable) :

- Un arrêté portant attribution de la part fixe appelée ISFE (indemnité spéciale de fonction et d'engagement).
- Un arrêté portant attribution de la part variable qui fera état de la part versée mensuellement et celle possiblement versée annuellement.

Pour ces deux arrêtés, ils détermineront :

- Les bénéficiaires au regard des modalités d'attribution définies par l'organe délibérant ;
- Le montant alloué à chacun. Ce montant est individualisé et proratisé dans les mêmes proportions que le traitement pour les agents à temps non complet et à temps partiel.

ARTICLE 5 : MODALITES DE MAINTIEN OU DE SUPPRESSION DE L'IFSE :

Le régime indemnitaire sera maintenu pour les absences suivantes :

- Congés annuels,
- ARTT,
- Jours de fractionnement,
- ASA,
- Maternité/Paternité/Adoption,
- Formation (sauf congé de formation professionnelle),
- PPR (Période Préparatoire au Reclassement).

Il suivra le traitement de base dans les cas suivants :

- Congé de maladie ordinaire,
- Accident de travail/de service/maladie professionnelle,
- Temps partiel thérapeutique.

Il sera suspendu dans les cas suivants :

- Congé de formation professionnelle,
- Suspension dans le cadre disciplinaire,
- Congé de longue maladie,
- Congé de longue durée,
- Congé de grave maladie.

ARTICLE 6 : Date d'effet

Conformément au décret sus visé, l'application de cette indemnité sera applicable au 1^{er} janvier 2025.

La délibération en date du 16 décembre 2024 est retirée et les anciennes délibérations relatives au régime indemnitaire de la police municipale (IAT et IMSF) sont abrogées.

Les crédits correspondant à l'ensemble des dispositions ci-dessus mentionnées sont inscrits au budget de la collectivité.

En conséquence, Je vous demande mes chers collègues de bien vouloir approuver la mise en œuvre de ces nouvelles dispositions.

ADOpte À L'UNANIMITÉ

Fait et délibéré en séance les mêmes jours, mois et an que dessus, et le présent extrait
Certifié conforme au registre
Biarritz, le 27 janvier 2025
Le Maire



Envoyé en préfecture le 29/01/2025

Reçu en préfecture le 29/01/2025

Publié le



ID : 064-216401224-20250127-DGS_2025_01_04-DE